



Informations du Guatemala

3^e Année, N° 119

Du 12 au 18 avril 1985

POLITIQUE

Chronologie d'un combat entre l'Armée et l'Entreprise Privée

DROITS DE L'HOMME

Censure de la répression au Guatemala

Manifestation devant une Ambassade guatémaltèque

Tueries au Guatemala

Solidarité avec les proches des détenus et disparus

Visite annulée à la suite de menaces

Protestations à l'encontre du gouvernement

35 000 disparus au Guatemala

Appréciation différente

La pression internationale devient indispensable

INSURRECTION

Les actions insurrectionnelles vont croissantes

Embuscades tendues à deux compagnies

POLITIQUE

CHRONOLOGIE D'UN COMBAT ENTRE L'ARMEE ET L'ENTREPRISE PRIVEE

Le 8 avril, le gouvernement militaire guatémaltèque passait quatre Décrets-Lois qui établissent de nouveaux impôts et limitations au libre marché des devises.

Les organismes représentant les principales associations privées du pays, plus particulièrement le Comité Coordinateur des Associations Agricoles, Commerciales et, financières -CACIF-, se sont opposé aux mesures adoptées par le gouvernement et en guise de représailles, ils ont augmenté de façon générale les prix des produits commerciaux, y compris les biens de consommation de base tels que les oeufs, le lait et la viande dont l'augmentation des prix a été de l'ordre de 50%. Ils ont également menacé de paralyser la production, le transport et de procéder à des licenciements massifs.

Les partis politiques d'extrême-droite, ceux-là même qui appuient la candidature à la présidence de Mario Sandoval Alarcón, ont clairement indiqué que "ces nouveaux impôts décrétés par le gouvernement étaient sur le point de provoquer une profonde crise politique qui pourrait déboucher sur un coup d'Etat". Ils ont dès lors exigé la révocation immédiate des impôts et la destitution du Cabinet Economique. Les autres partis politiques se sont, au demeurant, également prononcé à l'encontre des réformes. L'Assemblée Nationale Constituante a demandé la suspension des décrets précités et estime qu'une réunion immédiate entre le gouvernement et les secteurs privés s'impose.

Les habitants des principales villes du pays ont organisé un concert de casseroles pour marquer leur désaccord avec les mesures adoptées par l'Entreprise Privée et devant l'indifférence que le gouvernement témoigne à l'égard de telles actions. Le 11 avril ont eu lieu des manifestations de protestation massive et les milieux de presse ont fait courir le bruit d'un coup d'Etat. De nombreux commerces ont fermé leur porte et les rumeurs d'augmentation du prix de l'essence et de la suspension transports publics ont eu pour effet de provoquer un climat d'incertitude et l'épuisement des réserves en combustibles.

Le Général Oscar Mejía Victores a déclaré, ce même 11 avril, que l'Entreprise Privée avait pour unique intérêt l'augmentation de son capital, et ceci, "au détriment d'une population condamnée à la faim" et qu'elle cherchait à "effrayer" les citoyens.

Le soir, sur les chaînes nationales de Radio et Télévision, le Chef de l'Etat a reconnu qu'il y a eu "des tentatives de déstabilisation" contre son gouvernement et il a rendu les chefs d'entreprises responsables de la crise qui assaille le pays.

Mejía ajoute que pour la période allant de 1979 à 1984, un milliard de dollars fut consacré à l'achat d'articles somptueux et, selon les données publiées par la Réserve Fédérale des Etats-Unis, pour la même période, les investisseurs centre-américains ont placé 2 milliards de dollars dans des banques américaines. Mejía fait remarquer qu'il faut également prendre en considération les dépôts effectués dans les banques d'autres pays.

En conclusion, pour le Général Mejía Victores, les impôts frappent les grandes entreprises d'exportation de produits agricoles et auront pour effet de mettre un terme à la fuite des devises.

En réponse au message officiel, le CACIF a fait savoir que si les mesures fiscales et monétaires n'étaient pas supprimées en l'espace de 48 heures, il mettrait tout en oeuvre pour paralyser les activités productives et économiques du pays.

Le 12 avril, le gouvernement annonçait le gel des mesures économiques reprises dans les décrets 27-85 et 30-85 et, faisait part de la destitution immédiate du Ministre des Finances Publiques, le Colonel Leonardo Figueroa Villate, un des principaux cadres techniques de l'Armée.

Le lendemain, le Chef de l'Etat-Major de l'Armée et Sous-Chef d'Etat, le Général Rodolfo Lobos Zamora réitérait l'appui du Haut-Commandement militaire au Chef de l'Etat à la suite de cette décision.

Au cours d'une réunion, qui s'est tenue le 13 avril entre le Général Mejia Victores et les principaux candidats à la présidence -Jorge Carpio, Mario Sandoval et Vinicio Cerezo- il fut convenu que l'on pourrait rapprocher le calendrier électoral et permettre au nouveau Président d'entrer en fonction en novembre au lieu du mois de janvier comme le stipule la loi.

Le même jour, Armando Gonzalez Campo était désigné au poste de Ministre des Finances.

Le 15 avril, dans un communiqué envoyé par le Département d'Etat américain au gouvernement guatémaltèque, l'Administration Reagan faisait savoir qu'elle n'approuverait aucune tentative de coup d'Etat au Guatemala.

Le communiqué précise à cet effet que toutes les dissensions qui ont récemment vu le jour dans le pays devront être aplanies par la voie du dialogue.

D'après des sources du Ministère des Finances, le gouvernement, par le biais des mesures fiscales actuellement gelées, espérait récolter quelques 113 millions de dollars aux fins d'atténuer le déficit qui dépasse les 400 millions de dollars. Toujours selon la même source, le secteur le plus important sur le plan économique dans le pays ne participe que pour 30% aux impôts perçus par l'Etat et, au cours de 1984, il a bénéficié d'exonérations d'impôts pour une valeur supérieure à 500 millions de Quetzales. Cependant, les investissements dans le pays n'ont pas crûs pour autant et la fuite des devises perdure.

Le problème est donc partiellement résolu : le régime militaire ayant dû abandonner son projet en matière de fiscalité, mais la crise aigüe que traverse l'Etat n'a pas disparu pour autant. Pour sa part, l'Initiative Privée a démontré qu'elle n'était pas disposée à coopérer avec les dépenses de l'Etat.

DROITS DE L'HOMME

CENSURE DE LA REPRESSION AU GUATEMALA

Le 16 avril, Willy Brandt, Président de l'Internationale Socialiste -IS-, envoyait un télégramme au Pape Jean-Paul II, où il sollicitait sa protection pour les proches des détenus et disparus au Guatemala, qui sont poursuivis et assassinés dans leur pays.

Une approche semblable fut entreprise par les parlementaires d'Allemagne occidentale, Ernst Waltemathe et Freimut Duve, auxquels s'ajoutent les écrivains Heinrich Boll - Prix Nobel de Littérature-, Gunther Grass et le célèbre romancier Graham Green, qui ont adressé une lettre au Souverain Pontife où ils implorant la protection apostolique de ce dernier pour les familles des personnes séquestrées par les forces gouvernementales du pays.

MANIFESTATION DEVANT UNE AMBASSADE GUATEMALTEQUE

Des groupes humanitaires d'Allemagne occidentale ont organisé, le samedi 12 avril, une manifestation devant l'Ambassade du Guatemala à Bonn, en Allemagne, pour protester contre les violations massives aux Droits de l'Homme commises par les forces de sécurité du régime militaire guatémaltèque.

TUERIES AU GUATEMALA

Le Conseiller de la ville de Wellington, une des plus importantes de l'Etat de Vermont, Peter Lakowsky, affirme qu'il existe au Guatemala "des tueries" et, que le gouvernement de la ville de Wellington se refuse à ce que l'argent de ses contribuables aille alimenter les fonds que l'Administration Reagan consacre à l'aide aux régimes qui pratiquent des politiques répressives.

SOLIDARITE AVEC LES PROCHES DES DETENUS ET DISPARUS

Des personnalités britanniques ont, à travers une annonce payante publiée le 13 avril dans la presse guatémaltèque, lancé un appel au régime militaire du Général Mejia Victores pour qu'il enquête sur les circonstances "tragiques et inhumaines" dans lesquelles se sont commis les assassinats des 2 dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel -GAM-, qu'il prenne les mesures nécessaires en vue de protéger la vie des autres membres du dit groupe. Ils se sont également déclarés solidaires avec les actions entreprises dans le but de faire réapparaître les détenus et les disparus au Guatemala.

Parmi les personnalités qui ont signé l'annonce parue dans la presse, il convient de citer le Président du Groupe des Droits de l'Homme du Parlement Britannique, plusieurs députés et évêques anglais.

VISITE ANNULEE A LA SUITE DE MENACES

Le Révérend canadien William S. Cofin a fait savoir que les députés américains, Bob Edgar, de Pennsylvanie, et Ted Weiss, de New York, ont annulé une visite au Guatemala qui avait pour but d'observer une marche organisée pour le retour des détenus et disparus par les proches des victimes, le 13 avril. Les députés américains ont pris cette décision après avoir reçu des menaces de mort.

Le 14 avril, Bob Edgar déclarait "qu'ils étaient prêts à se rendre au Guatemala mais, qu'ils ont décidé de ne pas prendre ce risque".

Le 11 avril, le gouvernement avait expressément demandé aux congressistes américains de s'abstenir de participer à la manifestation. Le porte-parole gouvernemental, Ramon Zelada Carillo, ajoutait en outre que la police surveillerait cette marche de protestation.

PROTESTATIONS A L'ENCONTRE DU GOUVERNEMENT

Quelques 3 000 personnes, parents et proches des détenus et disparus ont défilé, le samedi 13 avril dans l'après-midi, dans plusieurs rues de la capitale aux fins d'exiger du gouvernement qu'il mette un terme à la pratique de la disparition forcée, que réapparaissent les milliers de séquestrés par les forces de sécurité gouvernementales et, enfin, pour dénoncer les limitations imposées "au droit d'exiger la liberté des êtres chers en utilisant des moyens inqualifiables".

Parmi les personnalités étrangères qui assistaient à l'événement, se trouvait Aryeh Neiser, Vice-Président de Americas Watch, organisme qui veille sur les Droits de l'Homme.

35 000 DISPARUS AU GUATEMALA

Le Secrétaire Exécutif de la Fédération Latino-Américaine des Associations des Familles des Détenus et Disparus -FEDEFAM-, Patrick Rice, a dénoncé, le 11 avril à San José de Costa Rica, "la gravité du cas des disparitions au Guatemala, ces dernières s'élevant, selon les estimations, à quelques 35 000 personnes".

Rice qui s'est rendu au Guatemala pour assister à la manifestation mise sur pied par les proches des personnes détenues et disparues, a signalé qu'il demanderait l'intervention de l'Organisation des Nations Unies pour que soit mis un terme à la violence au Guatemala.

APPRECIATION DIFFERENTE

Le 11 avril, dans une entrevue via satellite avec les milieux de presse locaux, Jeanne Kirkpatrick, l'ancienne ambassadrice américaine à l'ONU, a déclaré que l'Administration Reagan poursuivrait sa politique d'aide économique au régime guatémaltèque qui, a-t-elle affirmé, "accomplit de véritables efforts" pour établir des normes légales qui protégeraient les Droits de l'Homme.

LA PRESSION INTERNATIONALE DEVIENT INDISPENSABLE

Le 15 avril, le Président de la Commission des Droits de l'Homme au Guatemala -CDHG-, Luis Alberto Padilla signalait au journal espagnol "El País" que "les disparitions réitérées et les exécutions arbitraires au Guatemala ne pourront être contrecarrées que par la pression de la communauté internationale".

Padilla ajoutait que les récents assassinats des dirigeants du Groupe d'Appui Mutuel, GAM, au Guatemala, mettait en exergue la recrudescence de la violence institutionnelle dans ce pays d'Amérique Centrale.

INSURRECTION

LES ACTIONS INSURRECTIONNELLES VONT CROISSANTES

Le 16 avril, l'Armée des Guérilléros des Pauvres -EGP- rendait public les 20 attaques et le harcèlement qu'elle a fait subir à l'Armée gouvernementale, au cours du mois de mars dernier, provoquant de la sorte 61 pertes certaines et, un nombre indéterminé de blessés et de morts au sein des troupes officielles.

Selon le communiqué des insurgés, les actions pré-citées se sont produites dans les départements de El Quiché et Huehuetenango, au nord-ouest du pays.

EMBUSCADES TENDUES A DEUX COMPAGNIES

Les Forces Armées Rebelles -FAR- ont signalé que certaines de leurs unités guérillères ont tendu une embuscade à deux compagnies de l'Armée régulière, le 14 avril, dans la municipalité de Sayaxche, située dans le département septentrional de El Peten. L'information révèle également l'utilisation au cours de l'embuscade de mines Claymore et une fusillade nourrie contre les troupes gouvernementales, ensuite, un combat d'environ une demi-heure s'en est suivi, provoquant au sein des soldats un nombre indéterminé de pertes.

XXXXXXXXXXXXX